

LE PRAGMATISME DE LA POLITIQUE ETRANGERE DU TCHAD : ENTRE OUVERTURE, DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS ET AFFIRMATION D'UNE PUISSANCE SECURITAIRE

MAHAMAT OUMAR ADAM

Docteur en Science politique/Relations internationales

Université de Moundou/Tchad

mhtoumar48@gmail.com

Résumé

Le Tchad occupe une position géographique singulière au croisement de plusieurs espaces stratégiques africains. Cette situation, conjuguée à son expérience des crises régionales et à l'importance de son appareil sécuritaire, lui confère une place particulière dans les dynamiques diplomatiques du continent. Pourtant, la politique étrangère tchadienne demeure relativement peu étudiée et sa logique d'ensemble reste insuffisamment explicitée. La présente réflexion analyse cette politique à partir de deux dimensions complémentaires : d'une part, les tendances qui structurent l'action extérieure du Tchad, notamment l'ouverture diplomatique, la diversification des partenariats et l'engagement multilatéral ; d'autre part, la mobilisation des enjeux sécuritaires et de développement. L'analyse mobilise successivement les apports du réalisme, du libéralisme et du constructivisme. Elle montre que la conduite extérieure du Tchad est largement orientée par la recherche des intérêts nationaux, mais qu'elle demeure fortement sensible aux conjonctures internes et régionales. Le Tchad apparaît ainsi comme un acteur rationnel et pragmatique, capable d'adapter ses partenariats et de valoriser sa position stratégique, mais dont l'action extérieure gagnerait à s'inscrire dans une doctrine plus lisible, plus constante et soutenable sur les plans politique, économique et stratégique.

Mots-clés : *Politique étrangère ; tendances ; diplomatie d'ouverture ; diversification des partenariats ; sécurité.*

Abstract

Chad occupies a unique geographical position at the crossroads of several strategic African regions. This situation, combined with its experience of regional crises and the importance of its security apparatus, gives it a distinctive place in the continent's diplomatic dynamics. Yet Chad's foreign policy remains relatively understudied, and its overall logic has not been sufficiently explored. This study examines Chad's foreign policy through two complementary dimensions: on the one hand, the trends shaping the country's external action, particularly diplomatic openness, partnership diversification, and multilateral engagement; on the other hand, the mobilization of security and development issues.

The analysis draws successively on the insights of realism, liberalism, and constructivism. It demonstrates that Chad's foreign policy is largely driven by the pursuit of national interests, while remaining highly sensitive to domestic and regional circumstances. Chad thus emerges as a rational and pragmatic actor, capable of adapting its partnerships and leveraging its strategic position. However, its external action would benefit from being embedded in a doctrine that is more coherent, consistent, and sustainable from political, economic, and strategic perspectives.

Keywords: Foreign policy; trends; diplomatic openness; partnership diversification; security.

Introduction

La dynamique de la politique étrangère du Tchad révèle les recompositions d'un positionnement international marqué par l'articulation entre impératifs sécuritaires, ambitions de puissance et contraintes conjoncturelles. L'engagement militaire tchadien au-delà de ses frontières ne saurait, à cet égard, être réduit à une simple réaction aux crises régionales. Il semble plutôt traduire une forme particulière d'investissement de l'espace stratégique africain, dans laquelle la sécurité tend à constituer à la fois une ressource de légitimation diplomatique, un instrument d'influence et un vecteur de puissance. Cette dynamique prolonge ce qui a été qualifié de « messianisme sécuritaire (Y. Ngamondi Karie, 2019), entendu comme la propension du Tchad à se positionner en acteur incontournable de la stabilisation des espaces sahélien et centrafricain. Cependant, cette lecture doit être nuancée par la prise en compte des contraintes internes et des fluctuations de l'environnement régional, qui conduisent l'État tchadien à ajuster continuellement ses choix diplomatiques. La politique étrangère du Tchad apparaît ainsi moins comme la mise en œuvre d'une doctrine diplomatique unifiée que comme une construction évolutive, située à l'intersection d'une quête de puissance, d'une logique de survie stratégique et d'un pragmatisme dicté par les conjonctures régionales et internes. C'est ce qui explique l'absence d'une doctrine de politique étrangère clairement articulée

De l'Afrique centrale à l'Afrique de l'Ouest, en passant par la bande sahélienne, le Tchad s'est progressivement affirmé comme un acteur important des mécanismes régionaux de sécurité. Son

engagement dans plusieurs crises et opérations militaires, ainsi que son implication dans les organisations régionales et internationales, ont contribué à renforcer sa visibilité. La politique extérieure tchadienne demeure en outre largement façonnée par le secret diplomatique, par une forte personnalisation de la décision et par l'influence déterminante de l'exécutif.

La question matricielle est alors celle de la cohérence de cette action extérieure. Une politique étrangère doit être suffisamment souple pour répondre aux transformations de l'environnement international, mais elle doit également disposer de repères, de priorités et de lignes directrices susceptibles d'assurer sa continuité. Comme l'illustre la réflexion de Z. Laïdi, les États peuvent être confrontés au risque d'une politique extérieure « privée de sens » (Laïdi, 1994), lorsque l'action diplomatique perd sa lisibilité. À l'inverse, une rigidité excessive peut empêcher l'adaptation nécessaire aux mutations du système international.

Dans cette perspective, la présente étude pose la question suivante : quelles sont les principales tendances de la politique étrangère du Tchad ? L'hypothèse principale est que les axes fondamentaux de la politique étrangère tchadienne résultent de la perception des intérêts nationaux, mais qu'ils se heurtent à des contraintes structurelles et conjoncturelles. Deux hypothèses secondaires en découlent : la recherche des intérêts nationaux conduit le Tchad à privilégier l'ouverture et la diversification des partenaires ; en outre, la politique étrangère tchadienne demeure également structurée par des enjeux sécuritaires et des exigences de développement.

L'étude s'inscrit dans une perspective substantiellement fondée sur l'exploitation de sources documentaires officielles et non officielles, de données statistiques et, à titre complémentaire, d'entretiens.

La méthode d'interprétation repose sur trois grilles théoriques : le réalisme, le libéralisme et le constructivisme. Cette combinaison permet d'éviter une lecture univoque de la politique étrangère tchadienne.

Le réalisme constitue un premier point d'entrée. Il considère la recherche de l'intérêt national, défini en relation avec la puissance et les rapports de force, comme l'un des fondements de la politique extérieure (H. Morgenthau, 1948). L'intérêt national correspond alors à des choix politiques opérés par les décideurs et défendus au nom de la collectivité. Appliqué au Tchad, ce postulat permet de comprendre le pragmatisme de la politique étrangère du Tchad comme la capacité de l'État à adapter ses choix extérieurs aux transformations de son environnement stratégique. Le pragmatisme ne signifie donc pas absence de doctrine ; il renvoie plutôt à une souplesse stratégique permettant au Tchad de modifier ses partenariats, ses positionnements et ses instruments diplomatiques en fonction de ses intérêts. L'ouverture du Tchad à différents partenaires peut être analysée à partir de la logique réaliste de recherche d'autonomie et de maximisation des marges de manœuvre. L'ouverture diplomatique devient donc une stratégie réaliste de préservation de l'autonomie.

La perspective libérale complète cette première approche en mettant l'accent sur la coopération. L'intérêt national peut être recherché dans des relations qui permettent des gains partagés entre les États. Dans cette optique, la coopération bilatérale, les organisations multilatérales et les mécanismes régionaux constituent des instruments de réalisation des intérêts nationaux. L'intérêt national implique également la recherche de la paix et le respect du droit international. Le libéralisme, à l'inverse du réalisme, permet de mettre en lumière la dimension coopérative, institutionnelle, économique et interdépendante du pragmatisme tchadien (A. Moravcsik, 1992). Là où le réalisme insiste sur la puissance et la sécurité, le libéralisme considère que les États peuvent également poursuivre leurs intérêts à travers la coopération, les institutions internationales, les échanges économiques et les interdépendances. L'ouverture du Tchad peut être interprétée non seulement comme une recherche d'autonomie stratégique, mais aussi comme une volonté de multiplier les espaces de coopération. La diversification des partenariats peut donc être

lue sous l'angle libéral. Dans un système international interdépendant, aucun État ne dispose seul de toutes les ressources nécessaires à son développement et à sa sécurité. La diversification n'est donc plus seulement une stratégie de contre-dépendance réaliste ; elle devient également une stratégie de gestion des interdépendances.

Le constructivisme permet enfin de compléter l'analyse. L'intérêt national dépend aussi de la représentation qu'un État se fait de lui-même, du système international et de sa propre place dans celui-ci (A.Wendt, 1992). Dans le cas tchadien, la géographie, l'histoire, la culture politique, l'expérience des conflits et la représentation du pays comme acteur sécuritaire contribuent à façonner les préférences diplomatiques. L'ouverture diplomatique ne doit pas être considérée uniquement comme une recherche de partenaires supplémentaires. Elle peut également être liée à la manière dont le Tchad se représente lui-même et représente son environnement international. La diplomatie tchadienne peut construire différentes représentations de son identité.

L'articulation de ces trois perspectives conduit ainsi à considérer la politique étrangère tchadienne comme une construction à la fois stratégique, coopérative et identitaire. Elle est orientée par les intérêts nationaux, mais ces intérêts sont eux-mêmes définis dans un environnement international et régional mouvant, et sous l'effet de contraintes internes.

Ces précisions étant faites, notre réflexion s'articule autour de deux points. Il s'agit d'abord de mettre en exergue les tendances structurantes de la politique étrangère tchadienne (1), avant de revenir sur le processus de structuration d'une diplomatie par les enjeux sécuritaires et l'exigence du développement (2).

1. Les tendances structurantes de la politique étrangère tchadienne

Les relations internationales imposent aux États des capacités permanentes d'adaptation : elles peuvent provoquer des revirements, imposer des concessions et exiger une réévaluation des priorités (F. Charillon, 2002 : 450). Par tendances globales, il faut entendre ici les orientations relativement récurrentes qui permettent de saisir le sens général de l'action extérieure tchadienne (Cf : Y. Ngamondi Karie, 2011). Le partenariat est devenu l'un des thèmes majeurs des relations internationales contemporaines (A. Chouala, 2003 : 53-78). Pour un État comme le Tchad, situé au croisement de plusieurs espaces géopolitiques, l'ouverture constitue à la fois une nécessité géographique et un choix stratégique. Depuis l'indépendance, le pays a entretenu des relations avec les puissances occidentales, les États africains, plusieurs pays asiatiques et les États du monde arabe. Cette pluralité des interlocuteurs traduit une volonté de ne pas enfermer l'action extérieure dans un espace diplomatique exclusif.

1.1. L'ouverture diplomatique et l'ancrage multilatéral

La géographie tchadienne favorise cette vocation à l'ouverture. Situé au contact de plusieurs régions naturelles et au croisement de voies de circulation et de migration, le pays entretient des intérêts avec des espaces géopolitiques divers. Au lendemain de l'indépendance, il a noué des relations avec les pays industrialisés du monde occidental, notamment la France, tout en développant des liens avec de nombreux États africains, asiatiques et américains.

L'ouverture s'est également traduite par un attachement au multilatéralisme et à la coopération régionale. Le développement des regroupements africains a constitué un axe important de l'activité diplomatique tchadienne. Cette orientation repose sur l'idée que la solidarité africaine et la mise en commun des capacités

peuvent contribuer à l'émancipation politique, économique et socioculturelle des États du continent.

La participation aux organisations intergouvernementales répond ainsi à une double logique. Elle exprime, d'une part, une volonté de renforcer les mécanismes de solidarité et de coopération ; elle permet, d'autre part, au Tchad de défendre ses intérêts nationaux au sein d'ensembles institutionnels plus larges. Le « nous » collectif construit dans les organisations multilatérales contribue à produire des valeurs partagées et à renforcer la solidarité entre les États (Y. Ngamondi Karie, 2011 : 198).

Cette logique rejoint l'observation d'A. Plantey selon laquelle « Tout Etat définit son existence, ses attitudes, ses interventions, son originalité par rapport à ceux qui l'entourent (A. Plantey, 1987 : 38) ». L'ouverture diplomatique permet précisément au Tchad de se situer par rapport à son environnement et d'y valoriser ses intérêts.

Cette orientation a été explicitement formulée par le président Félix Malloum : « En politique extérieure, notre pays a adopté un comportement d'ouverture sur le monde extérieur, sans exclusivité aucune (...). Nos relations avec les autres pays sont basées sur le strict respect de notre souveraineté (D. Naidongarti, 2022) ». Cette déclaration résume une tension durable de la diplomatie tchadienne : s'ouvrir à des partenaires multiples tout en préservant la souveraineté nationale.

La position géographique du pays a par ailleurs favorisé une diplomatie active. La volonté d'entretenir des relations avec l'Occident comme avec le monde arabe s'est notamment traduite par la multiplication des contacts diplomatiques et des visites officielles. Cette politique d'ouverture peut être interprétée comme une stratégie de valorisation de la position charnière du Tchad dans l'espace africain.

1.2. La diversification des partenaires comme instrument de recherche d'intérêts

L'ouverture ne signifie pas nécessairement alignement. Elle peut également constituer le préalable à une diversification des partenariats. Dans une lecture réaliste, les relations entre États sont d'abord déterminées par la convergence des intérêts. Le Tchad cherche ainsi à multiplier les marges de manœuvre en développant des relations avec des partenaires susceptibles de contribuer à sa sécurité, à son développement ou à son influence.

Sous Hissein Habré, la diplomatie fut mobilisée comme instrument de reconstruction et de réaffirmation internationale. Le souci consistait à restaurer l'image du pays, à rétablir sa présence diplomatique et à mobiliser des soutiens autour des enjeux de défense et de reconstruction. Cette orientation s'inscrivait dans une logique d'ouverture, d'amitié et de coopération (Otayek, 1980).

La relation avec la Chine illustre particulièrement bien cette logique de diversification. Les relations diplomatiques établies en 1972 ont connu une rupture en 1997 à la suite de la reconnaissance de Taïwan par N'Djamena, avant leur rétablissement en juillet 2006 (A. Marcelin, 2019). Cette reprise s'explique par des considérations politiques et économiques, notamment les menaces de rébellion à l'Est et l'importance croissante des exportations pétrolières. Elle a permis au Tchad d'élargir ses partenariats commerciaux et de s'inscrire dans la dynamique du partenariat stratégique sino-africain.

La reprise des relations diplomatiques avec Israël en 2018-2019 constitue une autre illustration de cette diversification. Au-delà de son caractère inédit dans l'histoire diplomatique récente du Tchad, cette décision montre la volonté de multiplier les canaux de coopération et de repositionner le pays dans un environnement international marqué par la concurrence des influences.

La diversification des partenaires apparaît donc moins comme une juxtaposition de relations bilatérales que comme une stratégie de recherche de marges de manœuvre. Elle permet au Tchad de ne

pas dépendre exclusivement d'un seul partenaire et d'accroître sa capacité de négociation.

2. Une diplomatie structurée par les enjeux sécuritaires et l'exigence de développement

La capacité d'un État à jouer un rôle régulateur dans son environnement dépend de sa position géographique, de ses ressources internes et des conjonctures qui lui permettent d'affirmer une influence régionale (L. Sindjoun, 2002 : 210-220). Dans le cas du Tchad, cette capacité s'est principalement exprimée dans le domaine sécuritaire, avant de s'élargir progressivement aux enjeux de développement.

2.1. La centralité des enjeux sécuritaires

Les analyses géopolitiques consacrées à l'Afrique mettent souvent l'accent sur les grandes puissances internationales. Elles accordent parfois moins d'attention aux stratégies des États africains eux-mêmes. Or, ceux-ci participent à la configuration du champ régional en fonction de leurs intérêts. Le Tchad occupe à cet égard une place singulière en raison de sa capacité militaire et de son implication dans plusieurs crises régionales.

La posture sécuritaire tchadienne a été présentée comme l'expression d'une solidarité africaine active. Lors de son investiture en 2016, Idriss Deby déclarait que le Tchad devait poursuivre une politique de solidarité avec les États confrontés à l'extrémisme et rester présent dans les rendez-vous africains. Cette orientation s'inscrivait dans une représentation du pays comme acteur de sécurité régionale.

L'engagement militaire du Tchad en République centrafricaine, au Mali, au Cameroun, au Niger et au Nigeria a contribué à cette perception. Il a nourri l'idée d'une « pax tchadiana » et d'une recherche de leadership dans les mécanismes de régulation de la sécurité régionale (Luntumbue et Massock, 2014). Ces interventions peuvent toutefois être interprétées de manière

ambivalente : elles relèvent à la fois de considérations sécuritaires, de la défense d'intérêts stratégiques et de la recherche d'une influence régionale.

La lutte contre le terrorisme a également permis au Tchad de valoriser son rôle auprès de partenaires extérieurs. La menace sécuritaire a ainsi constitué une ressource diplomatique, en renforçant la visibilité du pays et sa capacité à négocier des soutiens. Mais cette stratégie comporte des limites. Une approche principalement militaire risque de négliger les facteurs politiques, économiques et sociaux qui alimentent les crises.

La lutte contre la violence armée doit donc être articulée à une action sur les causes profondes de la radicalisation. Comme le souligne l'analyse de Roche, la guerre peut présenter une dimension à la fois défensive et offensive (Roche, 2012 : P.122). Le discours présidentiel au Forum de Dakar sur la paix et la sécurité tenu en décembre 2014 mettait d'ailleurs en avant les frustrations politiques et socioculturelles, les revendications identitaires, la marginalisation économique et sociale, le chômage et l'absence de perspectives comme autant de facteurs favorisant l'extrémisme violent.

Dans cette perspective, la réponse sécuritaire ne peut être durable si elle n'est pas accompagnée d'une politique économique et sociale cohérente. Les initiatives des bailleurs internationaux en matière de développement, notamment celles mentionnées par Crisis Group, montrent l'importance d'articuler sécurité, gouvernance et développement (Crisis Group, 2017).

2.2. La montée du développement durable dans l'agenda diplomatique

La diplomatie tchadienne a progressivement intégré la question du développement à ses préoccupations. La conférence des ambassadeurs de novembre 2019, consacrée au « renforcement de l'outil diplomatique face aux défis sécuritaires et de développement durable », témoigne de cette évolution. La mobilisation des financements extérieurs et la contribution de

L'outil diplomatique au développement y occupaient une place importante.

Cette évolution traduit la reconnaissance d'un continuum entre politique étrangère et développement. L'action diplomatique ne vise plus uniquement la sécurité ou la représentation de l'État ; elle doit également contribuer à la recherche d'investissements, de financements, de partenariats économiques et de solutions aux défis sociaux. Mahamat Saleh Annadif résumait cette orientation en affirmant qu'il fallait d'abord penser au développement pour assurer sa place au XXI^e siècle (Cf : Centre Al-Mouna : Document de presse sur la diplomatie tchadienne).

Depuis la démocratisation, les objectifs et instruments de la coopération tchadienne se sont diversifiés en fonction des transformations de l'environnement international : mondialisation de l'économie, disparition des zones d'influence traditionnelles, concurrence entre pays en développement et importance croissante des questions environnementales (Cf : Centre Al-Mouna : Document de presse sur la diplomatie tchadienne).

Le développement durable devient ainsi une dimension de la politique étrangère. Toutefois, sa mise en œuvre demeure confrontée à une difficulté majeure : les zones où les besoins de développement sont les plus importants sont souvent celles où les conditions sécuritaires sont les plus fragiles. L'enjeu consiste dès lors à articuler l'action des forces de sécurité et celle des acteurs du développement.

Conclusion

L'analyse du pragmatisme de la politique étrangère du Tchad met en évidence une action extérieure à la fois active, dynamique et fortement sensible aux évolutions de son environnement. Loin de correspondre à une simple inertie diplomatique, cette politique repose sur plusieurs tendances structurantes : ouverture internationale, diversification des partenaires, engagement

multilatéral, centralité des enjeux sécuritaires et prise en compte croissante du développement.

L'hypothèse centrale est ainsi globalement confirmée : la perception des intérêts nationaux constitue un ressort essentiel de l'action extérieure tchadienne. Le Tchad cherche à préserver sa sécurité, à renforcer sa position régionale et à mobiliser des partenariats susceptibles de soutenir ses intérêts économiques et stratégiques. La diversification des relations avec les puissances occidentales, les États africains, les pays arabes et les partenaires asiatiques traduit cette recherche de marges de manœuvre.

La politique étrangère tchadienne est fortement influencée par les enjeux sécuritaires. Les engagements au Mali, en République centrafricaine, dans le bassin du lac Tchad et dans le Sahel ont contribué à faire du pays un acteur important de la régulation sécuritaire régionale. Toutefois, cette posture ne peut produire des effets durables si elle n'est pas accompagnée par une politique de développement et par une action sur les causes politiques et sociales de l'insécurité.

Globalement, la politique étrangère du Tchad apparaît comme une diplomatie d'ouverture et de diversification, mais aussi comme une diplomatie de conjoncture. Son enjeu majeur pour l'avenir est de parvenir à concilier souplesse et constance : conserver la capacité d'adaptation qui caractérise son action tout en se dotant d'une doctrine plus lisible, de priorités hiérarchisées et de moyens à la hauteur de ses ambitions. C'est à cette condition que le Tchad pourra convertir durablement son avantage géographique, son expérience sécuritaire et son réseau de partenariats en véritable influence diplomatique.

Références bibliographiques

ABDELKERIM Marcelin, (2019), *Mondialisation et partenariat économique Sud-Sud : Etude à partir du cas de la Chine et du Tchad*, Thèse de Doctorat Ph.D en Science politique, Université de Ngaoundéré.

ARON Raymond, 1962. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy.

CHARILLON Charillon, 2002. *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, p.450

CHOUALA Alexandre, 2003. « L'Afrique dans le nouveau partenariat : enjeux de civilisation et de puissance », *Etudes internationales*, Volume 34, Numéro 1, mars 2003, p.53-78

NAIDONGARTI Djimadoumadji, 2022. *Le Tchad sous la Présidence de FELIX MALLOUM*, Editions Universitaires Europeennes

DEBOS Marielle, 2016. *Living by the Gun in Chad: Combatants, Impunity and State Formation*. Zed Books.

EBODE Ntuda, 1999, « De la politique étrangère des Etats africains : ruptures et continuités d'une diplomatie contestée », *African of journal international Affairs*, vol.2, N°1, 1999.

GNANGUENON Amandine, 2021. *Le Tchad dans son environnement régional : entre jeux d'alliances politiques et coalitions militaires ad hoc*. Friedrich-Ebert-Stiftung, Peace and Security Centre of Competence Sub-Saharan Africa.

LAÏDI Zaki, (1994), *un monde privé de sens*, Pais, Fayard

Luntumbue et Massock, 2014. « Afrique centrale : risques et envers de la pax tchadiana », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), du 27 février 2014

MAGRIN Géraud, 2013. « "Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013)" », *ÉchoGéo* : <http://echogeo.revues>, consulté le 5 mai 2018 ; M. MARCHAL, 2013, « Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot », *Politique africaine*, vol.130, n°2, 2013, pp.213-222 ; Chauvin, « La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ? », Paris, AFD:

<https://www.afd.fr/sites/afd/files/2018-03-04-43-15/guerre-centrafrique-tchad.pdf>.

MAHAMAT SALEH Yacoub, 2005. *Des rebelles aux seigneurs*, N'Djamena, Centre Al-Mouna, p.46-47.

MARCHAL Roland, 2015, « Petites et grandes controverses de la politique française et européenne au Tchad », une étude réalisée pour le compte du Comité de suivi de l'appel à la et à la réconciliation (CSAPR), Livre blanc sur la défense nationale de 1994 ; p.11

MARCHAL Roland, 2016. *Le Tchad entre deux fronts*. In *Politique africaine / travaux sur les dynamiques politiques et sécuritaires tchadiennes*.

MORAVCSIK André, 1992. *Liberalism and international relations theory*. Center for International Affairs, Harvard University.

MORGENTHAU Hans, 1948. *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*. New York : Alfred A. Knopf.

NGAMONDI KARIE Youssoufou, 2011. La politique étrangère du Cameroun en Afrique centrale : constances et fluctuations, thèse de Doctorat PhD en Science politique, Université de Yaoundé II Soa/Cameroun

NGAMONDI KARIE Youssoufou, 2019. « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre 'low' et 'high' politics », Published/ publié in Res Militaris (<http://resmilitaris.net>), vol.9, n°2, Summer-Autumn/ Été-Automne Published/ publié in Res Militaris (<http://resmilitaris.net>), vol.9, n°2, Summer-Autumn/ Été-Automne ;

OTAYEK René Wadih, 1980. *La politique africaine de la Libye du premier septembre 1969*, Paris Karthala

PLANTEY Alain, 1987. *De la politique entre Etats : principes de diplomatie*, Paris, Pédone, p.38

ROCHE Jean Jacques, 2012. *Relations internationales*, 6e édition, Lextenso éditions ; P.122

ROCHE Jean Jacques, 2014, *Relations internationales*, Paris, LGDJ-Lextenso, p.109

SINDJOUN Luc, 2002. *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Karthala, p.210-220

TUBIANA Jerome, 2021. Le Tchad sous et après Déby : transition, succession ou régime d'exception ? *Politique africaine*, 164(4), 121–140. <https://doi.org/10.3917/polaf.164.0121>

WALTZ Kenneth, 1979. *Theory of International Politics*. Reading, MA: Addison-Wesley.

WENDT Alexandre, 1992. Anarchy is what states make of it: The social construction of power politics. *International Organization*, 46(2), 391–425. <https://doi.org/10.1017/S0020818300027764>

International Crisis Group, 2020. Travaux sur la sécurité régionale et les coalitions militaires dans le bassin du lac Tchad.

Allocution du Président Idriss Deby lors de son investiture en 2016 diffusé le 8 aout sur l'Office National de Radio et Télévision du Tchad (ONRTV)

N'DJAMENA : Le Centre d'Etude et de Formation pour le Développement (CEFOD) : Extrait de déclaration à une conférence de presse du Président Felix Malloum, p.102

N'DJAMENA : Centre Al-Mouna : Document de presse sur la diplomatie tchadienne

Idriss Deby, RFI : Emission Internationales juillet 2017

N'DJAMENA : Le Journal *Le Progrès* N°3572 « La CEN-SAD entame sa refondation »

N'DJAMENA : *Le Temps* N°18 du 22 novembre 1995 p.12

N'DJAMENA : Mula, Hebdomadaire d'information et de sensibilisation, N°033 du 04 au 10 mars 1980 p.2

Rapport du premier forum international sur la paix et la sécurité en Afrique. WWW.DAKARFORUM.ORG

RFI, Emission Internationales, juillet 2017

Entretien 15 avril 2018 à N'Djamena.